



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

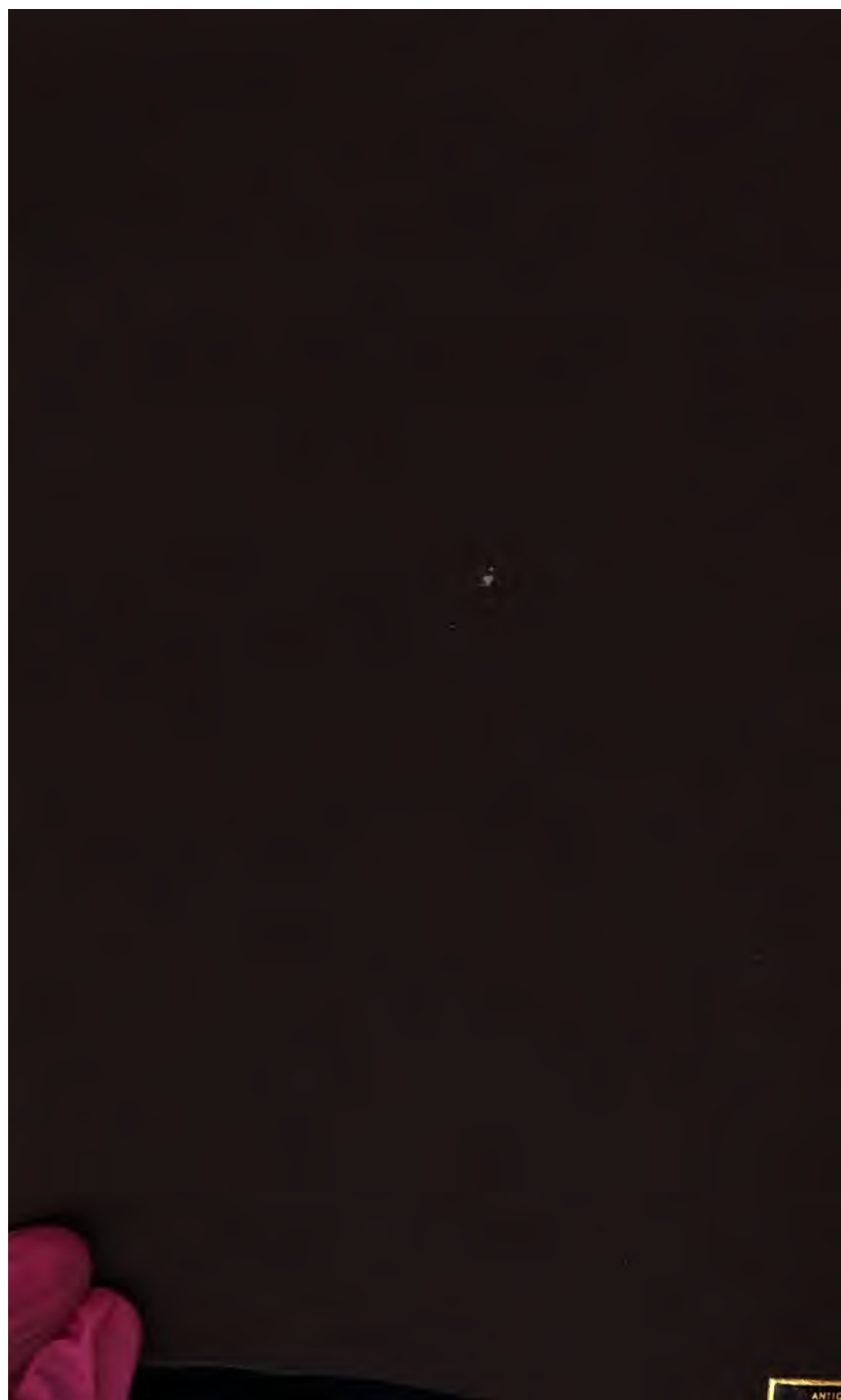
CR  
4585  
.D65

A 400473









8 6

# LETTRE

SUR

# LE DUEL.

A<sup>DRE</sup>. DOIN.

---

J'admire que la piété du Roi emploie sa puissance à défendre et à abolir le duel dans ses États, et que la piété des Jésuites occupe leur subtilité à le permettre et à l'autoriser dans l'Église.

Pasc., l. 7.

---

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE GUIRAUDET,

RUE SAINT-HONORÉ, N° 315.

---

21 DÉCEMBRE 1821.

CR

458

106



0912859-190

# LETTRE

SUR

## LE DUEL.

---

**A**FFLIÉ, comme tous les amis de l'humanité, des meurtres sans nombre qui se commettent en duel, je viens appeler l'attention des législateurs et des magistrats sur cette coutume barbare qui ne devrait plus être connue des peuples civilisés.

Dans le temps où nos aïeux étaient encore dans la barbarie, où il n'y avait ni lois ni tribunaux, les procès se décidaient à coups de poignard : celui qui était vaincu avait infailliblement tort, et celui qui était le plus fort était infailliblement vainqueur.

Le combat singulier ou duel avait lieu dans trois cas différens : l'un, pour faire preuve d'adresse seulement, ou en l'honneur des dames ; l'autre avait lieu comme une preuve ou une épreuve juridique pour décider les différens ; le dernier avait lieu pour des querelles particulières.

Il était naturel que dans ces temps on permît à celui qui était offensé de se battre, puisque celui qui réclamait six sous pouvait, pour prouver sa créance, contraindre son débiteur ou son prétendu débiteur, à venir se couper la

gorge en champ clos , en présence des grands et des dames.

La justice ordonnait très-souvent le combat comme preuve juridique , quand les autres preuves manquaient : on appelait cela *le jugement de Dieu* ou le plaids de l'épée, *placitum ensis*. On disait aussi *gage de duel* ou *gage de bataille* , parce que l'agresseur jetait son gant ou autre gage par terre ; et , lorsque le défendeur le ramassait en signe qu'il acceptait le duel , cela s'appelait *accepter le gage*.

Cette coutume abominable venait du Nord , d'où elle passa en Allemagne , puis dans la Bourgogne , en France et dans toute l'Europe.

On a cependant prétendu qu'elle tirait son origine de Gondebaud , roi des Bourguignons , lequel , en effet , ordonna , par la loi Gombette , que ceux qui ne voudraient pas se tenir à la déposition des témoins ou serment de leur adversaire , pourraient prendre la voie du duel ; mais cette loi ne fit qu'adopter une coutume qui était déjà ancienne dans le Nord.

Cet usage fut aussi adopté peu après dans la loi des Allemands , des Bavares , des Lombards et des Saxons ; mais il était surtout propre aux Francs , comme il est dit dans la Vie de Louis-le-Débonnaire , à l'an 831 , de Bernard , lequel demanda à se purger du crime qu'on lui imputait par la voie des armes , *more Francis solito*.

Les assises de Jérusalem , les anciennes coutumes de Beauvoisis et de Normandie , les Établissements de saint Louis et plusieurs autres lois de ces temps anciens , font mention du duel , pour lequel elles prescrivent différentes règles.

Dans les assises tenues par les croisés à Jérusalem , on s'exprime ainsi : « Le garant que l'on liève , si come es par  
« pu , doit repondre à qui le liève : Tu ments et te rendrai  
« mort ô récréan , et vessi mon gage ».

L'ancien coutumier de Normandie porte : « Plainte de meurtre doit être faite ; et si l'accusé nie , il en offre gage . . . . . et bataille li doit être octroyée par le juge » :

Cette épreuve avait lieu en matière civile et criminelle ; pour décider un point de fait ou un point de droit : on croyait que l'avantage du combat était toujours pour celui qui avait raison. Le vaincu , en matière civile , payait l'amende : d'où est venu le proverbe *que les battus payent l'amende*. En matière criminelle , le vaincu souffrait la peine que méritait le crime imputé à la justice.

Le moine Sigebert raconte qu'Othon I<sup>er</sup> , ayant , vers l'an 968 , consulté les docteurs allemands pour savoir si , en directé , la représentation aurait lieu , ils furent partagés ; que , pour décider ce point , on fit battre deux braves (\*) ; que celui qui soutenait la représentation ayant eu l'avantage , l'empereur ordonna qu'elle aurait lieu.

Alphonse VI , roi de Castille , voulant abolir dans ses états l'office mozarabique pour y substituer le romain , et n'ayant pu y faire consentir le clergé , la noblesse ni le peuple , pour décider la chose , on fit battre deux chevaliers , l'un pour soutenir l'office romain , l'autre le mozarabique : le champion de l'office romain fut battu. On ne s'en tint pas pourtant à cette seule épreuve ; on en fit une autre par le feu , en y jetant deux missels : le romain fut brûlé , et le mozarabe resta , dit-on : ce qui le fit prévaloir sur le romain (1).

Le duel était pareillement usité en France pour la décision de toutes sortes d'affaires , excepté pour le larcin , et quand les faits étaient publics. Il fut défendu à Orléans de l'ordonner pour une contestation de cinq sous ou une moindre somme.

---

(\*) Nota bene. Deux spadassins.

Le duel avait lieu entre le débiteur, le créancier et la caution.

Entre le seigneur et le vassal, pour la mouvance.

Les témoins pouvaient être appelés en duel, ainsi que les juges, quand on prétendait qu'ils avaient été corrompus.

Les frères pouvaient se battre, lorsqu'ils s'accusaient de crime capital.

Les nobles étaient obligés de se battre soit entre eux, soit avec des roturiers.

Les ecclésiastiques, les prêtres et les moines n'en étaient point exempts; seulement, afin de n'être pas souillés de sang, ils payaient des gens pour se battre à leur place. Ils se battaient aussi quelquefois eux-mêmes en champ clos: témoin Régnaud Chesnel, clerc de l'évêque de Saintes, qui se battit contre Guillaume, l'un des religieux de Geofroy, abbé de Vendôme.

On ne dispensait du duel que les femmes, les blessés, les mineurs de 21 ans et les juifs qui ne pouvaient être contraints à se battre que pour meurtre.

Le roi et le parlement ordonnaient aussi le duel; il suffit de citer quelques exemples: tels que celui de Louis-le-Gros; lequel, ayant appris le meurtre de Milon de Montlhéry, condamna Hugues de Crécy qui en était accusé, à se purger par la voie du duel.

Philippe de Valois en ordonna aussi un entre deux chevaliers nommés Vervins et Dubois.

Les 17 février 1335, 3 janvier 1376 et 19 juillet 1393, on plaida au parlement des causes de duel en présence de Charles V. et de Charles VI.

Le parlement en ordonna un en 1256 sur une accusation d'adultère.

L'église même approuvait cette épreuve cruelle; quelquefois des évêques y assistaient, comme on vit au combat des ducs de Lancastre et de Brunswick.

Les juges d'église ordonnaient aussi le duel. Louis-le-Gros accorda aux religieux de Saint-Maur-les-Fossés, le droit d'ordonner le duel entre leurs serfs et des personnes franches.

Les duels ordonnés par le juge de l'évêque se faisaient dans la cour même de l'évêché. C'est ainsi que l'on en usait à Paris. Ce fait est rapporté dans un manuscrit de Pierre Lechantre de Paris, qui écrivait vers l'an 1180.

Pour les autres jugemens, le lieu destiné pour les duels était marqué par le roi : c'était ordinairement devant le Louvre ou devant l'Hôtel-de-Ville, ou quelque autre lieu spacieux. Le roi y assistait avec toute sa cour. Quand le roi n'y venait pas, il envoyait le connétable à sa place.

Le vaincu encourait l'infamie, était traîné sur la claie, en chemise, ensuite pendu ou brûlé, ou au moins on lui coupait quelque membre : mais ordinairement la peine infligée était proportionnée au crime dont il était présumé coupable. Le vainqueur s'en allait triomphant; on lui donnait un jugement favorable.

La même chose s'observait en Allemagne, en Espagne et en Angleterre : celui qui se rendait pour une blessure était infâme; il ne pouvait couper sa barbe, ni porter les armes, ni monter à cheval.

Il n'y avait que trois endroits en Allemagne où on pût se battre : Wurtzbourg en Franconie, Uspach et Hall en Suabe.

La forme et les cérémonies du duel variaient selon les lieux, les cas et les personnes. (Voyez Sauval, la Colombe et autres.)

Un homme franc et titré n'était pas obligé d'accepter le duel qui lui était proposé par un serf.

Un bâtard ne pouvait appeler en duel un homme légitime et libre; un lépreux ou ladre, un homme sain; et celui-ci un lépreux, etc, etc.

Cependant cette coutume sanguinaire de s'entr'égorger

pour la moindre contestation, ne s'est pas maintenue si long-temps sans être vivement attaquée : des papes et des évêques l'ont souvent condamnée ; des conciles ont prononcé anathème contre les duellistes ; entre autres, celui de Valence, en 855 ; le concile de Trente ; etc. Luithprand, roi des Lombards, appelait cette coutume impie.

Frédéric I<sup>er</sup>, dans les constitutions de Sicile, défendit l'usage des duels. Frédéric II accorda aux habitans de Vienne, en Autriche, le privilège de ne pouvoir être forcés à accepter le duel. Édouard, roi d'Angleterre, accorda le même privilège à plusieurs villes ; et Guillaume, comte de Flandres, ordonna la même chose pour ses États, en 1127. En France, Louis VII fut le premier qui a restreint l'usage des duels.

Saint Louis, par son ordonnance de 1260, défendit absolument les duels dans ses domaines, tant en matière civile qu'en matière criminelle, et, au lieu du duel, il enjoignait que l'on aurait recours à la preuve par témoins. Ce prince accorda aussi aux habitans de Saint-Omer qu'ils ne seraient tenus de se battre en duel que dans leur ville.

Les seigneurs refusèrent long-temps de se conformer à ce que saint Louis avait ordonné dans ses domaines : le motif qui les retenait est qu'ils gagnaient soixante sous quand le vaincu était un roturier, et soixante livres quand c'était un gentilhomme.

Alphonse, comte de Poitou et d'Auvergne, déclara, en 1270, qu'il ne voulait pas que l'on pût être contraint au duel, et que celui qui refuserait de se battre, ne serait pas pour cela convaincu du fait, mais que l'appelant aurait la liberté de se servir des autres preuves.

Philippe-le-Bel fit aussi, à plusieurs époques, et notamment en 1306, diverses défenses et réglemens pour le duel ; il le restreignait à certains cas, au nombre desquels se trouvaient *les maléfices*. Dans ce Code des duels de

Philippe-le-Bel, il était permis de se donner un champion pour défendre sa cause; alors on disait : « Notre souverain seigneur, je proteste et retiens que par loyale essoine de mon corps (faiblesse ou maladie), je puisse avoir un gentilhomme, mon avoué, qui, en ma présence, si je puis, ou en mon absence, à l'aide de Dieu, de Notre Dame et de Mon Seigneur saint Georges, fera son loyale devoir à mes *coûts et dépens*, etc. ».

Sous Charles VI, on se battait pour si peu de chose, qu'il fit défense, sous peine de la vie, d'en venir aux armes sans cause raisonnable, comme le dit Monstrelet; et Juvenal des Ursins assure qu'il publia une ordonnance, en 1409, portant que personne en France ne fût reçu à faire gage de bataille, sinon qu'il y eût gage jugé par le roi ou par sa cour de parlement. Il y avait même déjà long-temps que le parlement connaissait des causes de duel, et il en ordonna plusieurs, notamment, en 1386, celui entre Carouge et Legris; ce dernier était accusé par la femme de Carouge d'avoir attenté à son honneur. Legris fut tué dans le combat, et partant jugé coupable : néanmoins, dans la suite, il fut reconnu innocent par le témoignage même de l'auteur du crime, qui le déclara en mourant. Legris, avant de se battre, avait fait prier Dieu pour lui dans tous les monastères de Paris.

L'église souffrait aussi que l'on dît des messes pour ceux qui allaient se battre; et l'on trouve dans les anciens missels le propre de ces sortes de messes sous le titre de *Missa pro duello*. On leur donnait même la communion, ainsi que cela fut pratiqué en 1404, à l'égard de sept Français quise battirent contre sept Anglais; et le vainqueur, encore tout couvert du sang de son adversaire, venait à l'église faire son action de grâces, offrir les armes de son ennemi, ou faire quelque offrande.

Le dernier duel qui fut autorisé publiquement, fut le combat qui se fit en 1547 entre Guy Chabot, fils du sieur

de Jarnac, et François de Vivonne, sieur de la Châtaigneraie : celui-ci soutenait que Jarnac couchait avec sa belle-mère : ce fut à Saint-Germain-en-Laye, en présence du roi et de toute la cour. Les parties, après avoir juré qu'elles n'avaient sur elles ni paroles, ni charmes, ni incantations, se battirent à pied et avec l'épée. Vivonne y fut blessé et mourut de ses blessures. Le roi Henri II fit, dès ce moment, vœu de ne plus permettre les duels (2). Mais, quoique l'on eût cessé de permettre en justice le duel, comme preuve juridique, pour décider les questions douteuses, les duels que les parties faisaient sans permission, et ordinairement pour des querelles d'honneur, furent pendant long-temps très-communs.

Le maréchal de Brissac, en Piémont, voyant la fureur des duels, imagina de les permettre d'une façon si périlleuse qu'il en ôta l'envie à ceux qui auraient pu l'avoir, ayant ordonné que l'on se battrait sur un pont, entre quatre piques, et que le vaincu serait jeté dans la rivière sans que le vainqueur pût lui donner la vie.

Un édit de 1569 défend de poursuivre en France l'expédition d'aucune grâce où il y aurait soupçon de duel.

L'ordonnance de Blois, art. 194, renouvelle les mêmes défenses, ajoutant que, s'il était accordé quelque lettre de grâce par importunité, les juges n'y auraient aucun égard, encore qu'elles fussent signées du roi, et contre-signées par un secrétaire d'État.

Après l'avoir permis, le parlement de Paris défendit aussi sévèrement les duels, comme on voit, par un arrêt de la Tournelle, du 26 juin 1599, portant défense à tous sujets du roi, de quelque qualité et condition qu'ils fussent, de prendre de leur autorité privée, par *duels*, les réparations des injures et outrages qu'ils prétendraient avoir reçus; leur enjoignant de se pourvoir par-devant les juges ordinaires, sous peine de crime de lèse-majesté, confiscations de corps et de biens tant contre les vivans que contre les



morts ; ensemble contre tous gentilshommes et autres qui auraient favorisé ces combats et assisté aux assemblées faites à l'occasion des querelles , comme transgresseurs des commandemens de Dieu , rebelles au roi , infracteurs des ordonnances , violateurs de la justice , perturbateurs du repos et de la tranquillité publics ; et il fut enjoint à tous gouverneurs , baillis et autres officiers , d'y tenir la main.

Henri III et Louis XIII renouvelèrent les défenses des duels. Mais toutes ces lois , toutes ces défenses restèrent sans effet jusqu'au temps de Louis XIV , lequel défendit les duels plus rigoureusement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors , et tint la main à l'exécution de ses réglemens , comme on peut le voir par les différens édits , et notamment par la déclaration du mois d'août 1679.

Cette déclaration peut être regardée comme le siège de la matière , étant le règlement le plus ample , et les autres réglemens postérieurs ne servant que d'explication à celui-ci.

Je ne rapporterai de cette déclaration que quelques dispositions.

Les maréchaux de France , les gouverneurs des provinces , et , en leur absence , les commandans et les lieutenans des maréchaux de France étaient chargés de terminer tous les différens qui pouvaient s'élever entre les sujets du roi , suivant les pouvoirs qui leur en étaient déjà donnés par les anciennes ordonnances.

Les maréchaux et leurs lieutenans , les gouverneurs ou commandans de provinces , qui avaient avis de quelques différens entre gentilshommes et autres faisant profession des armes , devaient aussitôt leur défendre toute voie de fait , et les faire assigner par devant eux ; et , s'ils craignaient quelque infraction à ces ordres , leur envoyer des archers ou gardes de la connétable , pour se tenir près des parties et à leurs frais , jusqu'à ce qu'elles se fussent rendues devant celui qui les avait fait appeler.

Il y avait des peines plus ou moins graves pour ceux qui désobéissaient, et ceux qui avaient connaissance du duel et qui n'en prévenaient pas les autorités ci-devant désignées.

Si l'appel en duel était fait par un inférieur à ceux qui avaient le droit de commander, il devait tenir prison pendant quatre ans, et être privé, pendant ce temps, de l'exercice de ses charges, de ses gages et de ses appointemens. Si c'était un inférieur qui appelait un supérieur ou seigneur, outre les quatre années de prison, il devait être condamné à une amende au moins d'une année de son revenu ; et, si les chefs ou supérieurs acceptaient l'appel, ils devaient être punis des mêmes peines.

Si l'appelant et l'appelé en venaient au combat, encore qu'il n'y eût aucun blessé ni tué, le procès devait leur être fait : ils devaient être punis de mort, et leurs biens meubles et immeubles confisqués, le tiers applicable aux hôpitaux du lieu, et les deux autres tiers aux frais de capture et de justice, et à ce que les juges pourraient accorder aux femmes et aux enfans pour alimens. Le procès devait aussi être fait aux morts, et leurs corps privés de la sépulture ecclésiastique.

Les roturiers non portant les armes, qui auraient appelé en duel des gentilshommes, ou suscité contre eux d'autres gentilshommes, surtout s'il s'en était suivi quelque grande blessure ou mort, devaient être pendus, tous leurs biens confisqués, les deux tiers pour les hôpitaux, l'autre pour les frais du procès, alimens des veuves et enfans, et pour la récompense des dénonciateurs (3).

Les domestiques et autres qui auraient porté sciemment des billets d'appel, ou qui auraient conduit au lieu du duel, devaient être punis du fouet et de la fleur de lis pour la première fois ; et, en cas de récidive, des galères perpétuelles.

Il était défendu de donner asile au coupable, à peine de punition.

Le crime de duel ne s'éteignait ni par la mort ni par la prescription.

Par cette déclaration, le Roi a promis, *foi de Roi*, de n'accorder aucune grâce pour duel et rencontre, sans qu'aucune circonstance de mariage ou naissance de prince ou autre considération, pût y faire déroger; et, par une autre déclaration du 28 octobre 1711, on adjugea aux hôpitaux la totalité des biens de ceux qui seraient condamnés pour crime de duel.

Louis XV fit serment à son sacre de n'exempter personne de la rigueur des peines portées aux ordonnances contre les duels.

Enfin, un arrêt rendu au parlement de Grenoble, le 16 septembre 1769, a condamné par contumace le sieur Duchelas, conseiller de cette cour, à être rompu vif pour crime de duel et d'assassinat; et la mémoire de Lambert Beguin, capitaine de la légion de Flandres, à *être supprimée*; et, par le même arrêt, le domestique du conseiller a été condamné aux galères pour avoir accompagné son maître et avoir favorisé son crime.

Tel est ce que les auteurs m'ont appris sur le duel, ou au moins ce que j'ai cru utile de rapporter.

On voit qu'autrefois toutes contestations se jugeaient par le fer, et que les peuples étaient persuadés que Dieu punissait toujours, en le faisant succomber; celui qui était coupable. Voilà pourquoi on nommait ces combats jugemens de Dieu.

Cependant, à mesure que les peuples se civilisèrent, l'usage des duels s'affaiblit. On reconnut enfin que la victoire demeurerait à l'adresse ou à la force; et l'on ne regarda plus le vaincu comme coupable, mais comme victime d'une coutume barbare (4).

Les princes restreignirent donc l'usage du duel à certains cas avec certaines formes; bientôt ils furent absolument défendus en matières civile et criminelle.

Il ne resta plus que les duels pour causes particulières ; et cette manière de venger une offense ou une prétendue offense se soutint encore assez long-temps. Mais il y a un terme à toute espèce d'abus ; les usages , les institutions mêmes qui ne sont plus dans les mœurs et dans l'esprit des peuples , finissent par être proscrits : on vit qu'il était aussi barbare de permettre à deux individus d'aller se couper la gorge pour un démenti que pour savoir si une réclamation quelconque était ou non fondée. Ces duels furent donc aussi défendus par plusieurs de nos Rois , et notamment par Louis XIV , qui voulut que l'on infligeât aux duellistes et à leurs complices les peines les plus rigoureuses et les plus infamantes.

Nos nouveaux législateurs n'ont pas parlé du duel : toutes nos lois sont muettes sur ce point : d'où l'on conclut que les anciennes ordonnances sont abrogées , et d'où il suit qu'un mauvais sujet , ce qu'on appelle vulgairement un ferrailleur , peut se donner le plaisir de tuer son homme tous les matins : le soir , il racontera *son affaire* dans un salon ; les dames le féliciteront sur son adresse et son bonheur , et parieront pour lui au jeu.

Une chose que l'on ne peut trop se rappeler , c'est que , dans leur origine , les duels avaient un but ; ils étaient les tribunaux du temps ; on ne connaissait pas d'autres moyens de s'éclairer quand les preuves manquaient ; mais les institutions s'altèrent en s'éloignant de leur point de départ , et les abus grossissent en vieillissant. Il a été reçu par la suite que l'on se battrait non pour savoir qui avait tort ou raison , mais pour tuer ou être tué. Il en est de même des combats en l'honneur des dames. Au commencement , c'étaient de simples jeux ; par la suite , on se tua dans des tournois , et les chevaliers errans s'assassinèrent sur les grandes routes ; le tout en l'honneur des dames (5).

Que dans des siècles d'ignorance on ait permis le duel , cela se conçoit : on était persuadé que le coupable serait

vaincu ; mais qu'aujourd'hui on le tolère , quand le but de son institution n'existe plus , cela prouve que nous sommes plus barbares que du temps du roi Gondebant et des druides.

Les ordonnances sur le duel étaient encore en vigueur lorsque des lois civiles nouvelles remplacèrent les anciennes , et cette foule de coutumes différentes en chaque province et presque en chaque ville. La législation criminelle subit les mêmes changemens : on ne vit plus un délit excusé dans un lieu et puni dans un autre ; mais dans les nouvelles lois pénales , on ne trouve pas un mot sur le duel.

Les anciennes lois sur le duel sont abrogées , dit-on , et les nouvelles ne le punissent pas. La conséquence qui en résulte , c'est que le duel est permis , puisque la loi permet tout ce qu'elle ne défend pas.

Il faut croire , en effet , que les lois sur le duel sont abrogées , puisque des duellistes ayant été appelés en justice pour y être punis , les tribunaux les ont renvoyés absous , et que la cour suprême a consacré cette jurisprudence.

Malgré ces autorités , je hasarderai cependant quelques observations.

#### *Première observation.*

Avant nos nouvelles lois pénales le duel était punissable. De ce que le Code pénal de 1791 et celui de 1810 ne parlent pas du duel , s'ensuit-il qu'il soit excusable ? s'ensuit-il que les ordonnances de Louis XIV et autres soient abrogées ? J'avoue que je ne le pense pas. Une loi est abrogée spécialement ou tacitement : spécialement , quand la loi nouvelle contient une disposition formelle qui abroge la loi antérieure ; tacitement , lorsque la loi nouvelle statue sur tous les points qui ont été traités dans la loi antérieure.

Le Code de 1791 n'a pas spécialement abrogé les édits et ordonnances sur le duel. Le Code pénal actuel ne l'a pas fait non plus ; ils se taisent tous deux sur ce genre de délit, et l'article 484 du Code de 1810 dit que, dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par ce Code, et qui sont régies par des lois et des réglemens particuliers, les cours et tribunaux continueront de les observer.

Il s'agit donc maintenant de voir si les anciennes lois sont tacitement abrogées, par les dispositions des nouvelles, sur un même sujet.

Les deux lois de 1791 et de 1810 ne parlent nullement du duel, et rien n'annonce que le législateur ait eu l'intention soit de l'affranchir de toute punition, soit de l'assimiler aux crimes et délits excusables. Or, ce ne pourrait être que par analogie de crimes ou de délits, et par analogie de la peine ou de l'excuse de ces crimes et délits, que l'on pourrait croire que le duel n'est pas punissable, et que les anciennes lois sont annulées par les nouvelles. Nous verrons si l'on peut trouver cette similitude d'excuse dans nos lois.

L'assemblée nationale de 1792 paraissait croire que le duel devait être puni même après le Code pénal de 1791 ; c'est au moins ce que l'on peut penser d'un décret qu'elle rendit le 17 septembre de cette année 1792, ainsi conçu :  
 « L'assemblée nationale, considérant que, depuis les premiers momens de la révolution, l'opposition momentanée des opinions a déterminé des citoyens à des provocations qu'ils n'eussent point faites s'ils eussent eu le temps de réfléchir et de ne consulter que leurs sentimens réels ; qu'il en est résulté des instructions criminelles qui ont enlevé à la société des hommes qui pourraient lui être utiles, et que l'indulgence nationale a le droit d'y rappeler, décrète :

« ART. 1<sup>er</sup>. Tous procès et jugemens contre des citoyens,

« depuis le 14 juillet 1789 , sous prétexte de provocation  
 « au duel , sont éteints et abolis.

« 2. Le pouvoir exécutif provisoire donnera les ordres  
 « nécessaires pour que les citoyens détenus en conséquence  
 « desdits procès et jugemens soient mis sans délai en  
 « liberté. »

Un autre décret de la même assemblée , du 29 messidor  
 an 2 , pourrait au contraire faire penser que l'on considé-  
 rait dès ce temps le duel comme non punissable. Ce der-  
 nier porte que :

« L'assemblée nationale , après avoir entendu le rapport  
 de son comité de législation , sur le jugement de référé  
 du tribunal criminel du département de Seine-et-Oise ,  
 présentant la question : « Si les dispositions de l'article 2  
 « de la 4<sup>e</sup>. section du Code pénal militaire doivent s'ap-  
 « pliquer à la provocation en duel par le militaire infé-  
 « rieur envers son supérieur , hors le cas de service » ;

« Considérant que l'application de la loi doit être res-  
 treinte au cas qu'elle a prévu , et que l'article cité ne con-  
 tient ni sens ni exceptions qui s'appliquent à la provoca-  
 tion au duel , décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer ; ren-  
 voie à la commission du recensement et de la rédaction  
 complète des lois , pour examiner et proposer les moyens  
 d'empêcher les duels et la peine à infliger à ceux qui s'en  
 rendraient coupables ou qui les provoqueraient. »

Cette commission , à laquelle l'assemblée avait renvoyé ,  
 n'a rien fait , et les choses sont restées dans le même état.

M. Merlin , en traitant le duel , dans son Répertoire de  
 jurisprudence , dit que le Code pénal du 25 septembre 1791  
 étant muet sur le duel , il en résultait assez clairement  
 qu'il ne devait plus être considéré comme un délit que les  
 tribunaux pussent poursuivre.

Je suis toujours disposé à me rendre aux avis d'un juris-  
 consulte aussi célèbre que M. Merlin : cependant , dans

l'espèce, ma conviction n'est pas assez intime, pour que je partage son opinion.

M. Merlin a cité les deux décrets que je viens de rapporter, et il a abondé dans le sens de celui du 29 messidor, en se fondant sur le silence du Code du 25 septembre 1791.

Que faut-il conclure de ces deux décrets ? c'est que, dans l'opinion de l'assemblée de 1792, le duel était punissable, et que, dans celle de l'an 2, il paraissait ne l'être pas.

Il y a cependant cette distinction à faire, que le décret de 1792 est assez positif, puisqu'il a fallu une loi pour faire mettre en liberté ceux qui avaient eu des duels, et que le décret de messidor ne parle que d'une provocation en duel par un militaire inférieur envers son supérieur, et que l'on voulait faire punir comme insulte et menaces, aux termes des lois militaires. Le duel n'avait pas eu lieu ; il ne pouvait être puni, et le renvoi n'a été ordonné que comme renseignement. On ne peut penser, d'après ce décret, que les lois antérieures étaient abrogées ; mais seulement qu'à cette époque on avait l'intention de faire une loi particulière pour le duel, comme on en avait fait sur les autres matières.

Quant au silence du Code de 1791, il n'est pas suffisant pour faire croire à l'abrogation d'une loi antérieure : certes, si aujourd'hui on nous donnait un nouveau Code pénal, et qu'il n'y fût pas question de la fausse monnaie, ce ne serait pas un motif pour dire que les faux monnayeurs ne seront pas punis, que le crime de fausse monnaie n'est pas punissable. Il faudrait pour cela une disposition spéciale, ou que le Code fût entièrement abrogé : autrement, le crime et la peine resteraient.

Le Code de 1791 n'a point nommément affranchi le duel de punitiou ; il n'a point non plus abrogé toutes



les anciennes lois ; celles relatives au duel doivent subsister.

L'article 484 de notre Code pénal a subi plusieurs rédactions ; lors de la dernière , M. Nougarié de Fayet a dit , dans son rapport au nom de la commission de législation , que , si l'on avait désiré une nouvelle rédaction , ce n'était pas dans la crainte que , par la première , *on pût autoriser des peines ou établir des crimes qui n'existaient que dans l'ancienne législation ; car les dispositions qui les concernaient avaient été formellement abrogées par le Code de 1791*.

Ces mots *autoriser des peines ou établir des crimes* , pourraient faire penser que tout ce qui n'était pas exprimé dans le Code de 1791 était formellement abrogé , conséquemment le duel. Mais il y a erreur : le Code de 1791 ne dit pas que toutes espèces de crimes , autres que ceux dont il est question au Code , ne sont pas punissables , il ne parle que des peines à infliger : on a supprimé , par exemple , la peine du fouet , l'amende honorable , etc. , etc. , etc. , et l'on a fixé les différens genres de peines à subir par les condamnés ; toutes les autres peines ont été abolies ; c'est ce que dit l'article 35 du titre 1<sup>er</sup> , ainsi conçu : « *Toutes les peines actuellement usitées , autres que celles qui sont établies ci-dessus , sont abrogées* ». Cet article ne dit rien des crimes : ainsi , ceux dont le Code ne parle pas ne peuvent être considérés comme excusables.

Indépendamment de ce qu'il me semble qu'il n'y a pas de similitude entre les crimes et les délits dont parle notre Code pénal et le duel , il me semble encore qu'il aurait fallu nécessairement que , pour abroger les anciennes lois , les nouvelles continssent des dispositions précises.

Le duel a toujours été considéré comme un délit à part ; son origine , les motifs qui l'ont fait établir , tout enfin l'a rangé dans une catégorie particulière : aussi les lois qui l'ont permis , comme celles qui l'ont défendu , ont toujours

été indépendantes de toutes autres. Nos nouveaux législateurs, en faisant de nouvelles lois, ont bien entendu rapporter les anciennes lois sur les crimes et délits, mais n'ont pas entendu parler du duel, qui est un genre de crime particulier, et qui s'écarte de tout autre.

*Deuxième observation.*

Dégageant la question de tous antécédens, je la prends dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, et je dis le duel est un crime, et tout crime est punissable. Celui qui blesse ou tue doit être puni, ou d'après la gravité des blessures, ou comme meurtrier, ou comme assassin : voilà le principe. Il y a des modifications à ce principe : la loi reconnaît des blessures et des meurtres excusables, des meurtres et des blessures qui ne sont ni crimes ni délits, mais elle ne parle pas du duel. Le duel est-il sous-entendu ? est-il si intimement en rapport avec les genres de crimes que la loi excuse, que l'on doive le regarder comme excusable ? Voyons le Code. L'article 321 dit que le meurtre, ainsi que les blessures et les coups, sont excusables s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

Peut-on appliquer cet article au duel ? Non, sans doute : il faut ici que les blessures ou le meurtre aient été provoqués par des coups ou violences graves. Par exemple, si je suis attaqué et qu'en me défendant je tue celui qui m'attaque, le meurtre doit être excusable, car je n'ai fait qu'user du droit naturel. Ici il y a un homme attaqué sans le vouloir, sans le savoir, et un homme qui attaque, qui le sait et qui le veut. Voilà ce que l'article a entendu ; mais cet article n'est point applicable au duel, parce que les circonstances qu'il pose ne s'y rencontrent pas. Dans le duel, on ne peut dire que l'un donne des coups à l'autre,

puisqu'ils s'en portent tous deux; il n'y a point d'assaillant déterminé; le meurtre qui en résulte ne peut donc être excusé, aux termes de l'article 321, *parce qu'il n'y a pas nécessité absolue et indépendante de la volonté* de commettre un meurtre pour garantir sa vie.

Il paraît bien, d'ailleurs, que ce n'est pas sur cet article que l'on se fonde pour excuser le duel; car l'excuse, aux termes de cet article, n'est point complète; l'article 326 porte que, lorsque le fait d'excuse sera prouvé, s'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans; s'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans; dans ces deux premiers cas, les coupables pourront, de plus, être mis par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, etc. Les duellistes sont entièrement excusés, ou plutôt ils ne commettent pas de crime, dit-on; il faut donc chercher un autre texte dans la loi.

Il y a des homicides, des blessures et des coups non qualifiés crimes ni délits.

L'article 328 du Code dit qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, et l'art. 329 que sont compris dans les cas de nécessité actuelle de légitime défense les deux cas suivans : 1°. Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité, ou de leurs dépendances; 2°. si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillage, exécutés avec violence.

L'article 328 est-il circonscrit aux cas dont parle l'art.

329? Si cela est, on n'y trouvera certainement pas l'excuse du duel. S'étend-il à d'autres cas de légitime défense? Alors on rentre dans les dispositions de l'article 321, et il y a une punition. Vent-on qu'il se rapporte à des cas de légitime défense autres que ceux prévus par les articles 329 et 321? Nous allons voir ce qui en résultait. L'article 328 dit qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide ou les blessures étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même *ou d'autrui* : or, lorsqu'il y a nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même, il y a nécessité actuelle de la légitime défense *d'autrui*; l'un ne peut être sans l'autre, c'est le sens et l'ensemble de la loi : supposons maintenant ; qu'une tierce personne en rencontre deux autres qui se battent à l'épée ; que , voyant que l'une d'elles a l'avantage , elle la prenne pour un assassin , et que , tombant sur elle , elle la tue , qu'en résultera-t-il ? la condamnera-t-on comme ayant commis un meurtre ? Elle dira : J'ai vu un individu fondre sur un autre , l'épée à la main ; j'ai tremblé pour les jours de ce dernier ; je n'ai écouté que la voix de l'humanité ; j'ai pris la défense du faible , parce que j'ai cru qu'il était attaqué par un brigand : l'article 328 m'absout. Lui dira-t-on : Vous avez eu tort ; vous deviez voir qu'il y avait des témoins , que c'était un duel , et il fallait laisser faire les champions ? On répondra : Je n'ai point eu le temps de voir s'il y avait d'autres personnes , si elles étaient témoins d'un duel ou complices d'un crime ; je n'ai vu que le danger que courait un homme , je l'ai défendu ; quant à votre duel , j'ignore ce que c'est : vos lois n'en parlent pas.

N'en serait-il pas de même si l'on rencontre deux hommes dont l'un tire un coup de pistolet sur l'autre , et qu'au même instant on assomme celui qui tire , parce qu'on le prendra pour un assassin ?

Dira-t-on à présent que cet individu a commis un homi-

cide , parce que c'était un duel , et qu'il n'y avait pas nécessité actuelle de la légitime défense d'autrui ? Mais , s'il n'y avait pas nécessité actuelle de la légitime défense d'autrui , il n'y avait pas non plus nécessité de la défense de soi-même , et celui qui a tué son adversaire est coupable de meurtre. On ne peut scinder la loi : ou l'on peut tuer un des combattans , parce qu'il y a , aux termes de la loi , nécessité de la défense d'autrui ; ou le duelliste doit être condamné à mort , parce que , s'il n'y a pas nécessité de la défense d'autrui , il n'y a pas nécessité de la défense de soi-même.

Me dira-t-on que la nécessité de la défense de soi-même et la nécessité de la défense d'autrui ne sont pas si intimement liées qu'elles ne puissent se diviser , et qu'il peut y avoir nécessité de se défendre , sans qu'il y ait nécessité de défendre autrui ? Je me rendrais difficilement à ce raisonnement ; mais , j'examinerai alors s'il y a dans le duel nécessité de la défense de soi-même , aux termes de la loi. Lorsque la loi excuse un meurtre , ou qu'elle déclare qu'il n'est point un crime , elle veut qu'il ait été commis en défendant ses jours ; mais il faut que le cas soit fortuit et indépendant de la volonté de celui qui a commis le meurtre ; car , s'il y avait volonté ou préméditation de se laisser attaquer , sachant qu'on doit l'être , dans l'espoir de tuer son adversaire , certes on ne serait plus dans les termes de la loi , et il y aurait meurtre punissable. Dans le duel , il n'y a pas nécessité de défendre sa vie , parce qu'il n'y a pas nécessité de s'exposer aux coups ou aux blessures. Chacun des adversaires sait d'avance ce qu'il va faire. Son espoir est de triompher , son but la mort de son adversaire : il y a préméditation , désir , vouloir , tout enfin , hors ce que la loi a entendu. Mais on objectera que , lorsque les deux adversaires ont l'épée à la main , et qu'ils cherchent à se tuer , il y a légitime défense. Il y a défense , mais non légitime défense comme la loi l'entend : c'est de votre propre

mouvement que vous êtes attaqué, et c'est de votre propre mouvement et de votre plein gré que vous commettez le meurtre. Lorsqu'un assassin, un voleur vous attaque, vous n'êtes point le maître de faire cesser cette attaque; vous ne pouvez vous sauver qu'en vous défendant, en blessant, en tuant; mais, dans un duel, vous êtes libre de faire cesser le danger, en faisant cesser le combat: donc il n'y a pas de nécessité.

Il arrive fort souvent qu'en se battant au pistolet, il n'y en a qu'un qui soit chargé, et que l'on tire au sort pour savoir celui qui brûlera la torche à l'autre. Ce combat, ou plutôt cet épouvantable assassinat a lieu à bout portant: il n'y a dès lors qu'un des champions qui soit armé. Croit-on qu'il y ait là nécessité actuelle de la défense de soi-même? Coure-t-on des dangers? la vie est-elle menacée? comment excusera-t-on ce duel? quelle est la loi sur laquelle on se fonde?

De tous les duels, celui-ci est le plus horrible. Il se trouve cependant des gens qui appuient le bout d'un pistolet sur la poitrine d'un homme, et lâchent tranquillement la détente. On a vu des malheureux dont le cœur avait reçu la balle, la bourre et jusqu'aux vêtemens qui se trouvaient sur le passage. Les entrailles se soulèvent d'indignation à cette pensée; on se refuserait à croire à tant d'horreurs, si l'on n'en avait des exemples. Il y a des habits brodés qui cachent de pareils crimes. Je me suis toujours demandé pourquoi, si l'on n'envoyait pas les gens qui se souillent de tels forfaits vivre avec les antropophages ou les tigres, on ne les enfermait pas dans les loges du Jardin des Plantes?

En appliquant au duel la légitime défense, on peut aller loin. On a vu plus d'une fois dix et même vingt jeunes gens se battre contre autant de militaires. Alors, il n'y a point de raison pour que tout un régiment ne se batte contre toute une ville, ou tous les hommes d'un pays contre les

hommes d'un autre : seulement, il faudra avoir chacun son adversaire, ce sera un duel que l'on ne punira pas ; on peut se faire la guerre de cette manière.

*Troisième observation.*

J'admettrai pour un instant que le meurtre commis en duel est excusable, aux termes de l'article 321 de notre Code pénal, ou qu'il n'y a ni crime ni délit, aux termes de l'article 328. Devra-t-il y avoir une instruction, un jugement ? Je pense que oui. Dans le premier cas, il ne peut y avoir de doute ; le meurtre est excusable, mais il n'est pas pour cela affranchi de toute peine. L'article 326 établit et gradue ces peines. Il faut donc d'abord que l'excuse soit présentée et admise, et ensuite que la peine soit appliquée : cela ne peut se faire que par un jugement rendu avec le jury dans les formes voulues par le Code d'instruction criminelle.

Dans le second cas, je pense aussi qu'il faut qu'il y ait un jugement rendu avec le jury.

L'article 128 du Code d'instruction criminelle dit que, si les juges (la chambre du conseil) sont d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il sera déclaré qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, etc. ; et l'article 221, que les juges (chambre d'accusation de la cour royale) examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi, et si les preuves ou indices sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée.

Au premier aperçu, il semblerait qu'il appartient à la chambre de prononcer dans tous les cas sur la question de savoir s'il y a ou s'il n'y a pas crime, et dès lors d'absoudre l'inculpé ou de l'envoyer en état de mise en accusation.

Cependant il faut distinguer : ou il n'a pas été commis de crime, ou il en a été commis un ; ou il est patent que

l'inculpé est innocent, ou il est évident qu'il est coupable : dans tous ces cas généraux, la chambre est compétente pour prononcer. Voyons dans les cas particuliers. Tout meurtre est un crime : or, quand il est évident qu'un homme a été tué, il est évident qu'il y a meurtre et crime ; si l'individu qui a commis le meurtre est connu, les deux points sur lesquels la chambre doit s'éclairer lui étant prouvés, sa mission est finie ; elle doit renvoyer devant la cour d'assises. Mais ce meurtre n'est point qualifié crime par la loi (\*); la loi dit même que dans telle circonstance il n'y a pas de crime : rentre-t-il dans les attributions de la chambre d'absoudre l'inculpé, puisque la loi elle-même le fait ? Non. Lorsque la loi dit qu'il n'y a ni crime ni délit, elle subordonne l'effet de cette disposition aux circonstances qui ont amené et accompagné le meurtre : avant que de savoir s'il y a ou non crime, aux termes de la loi, il faut juger ces circonstances : or, ce ne peut être que la cour d'assises avec le jury. Pierre a tué Paul ; il l'avoue ; mais il dit qu'il était dans le cas de légitime défense : voilà le meurtre et le meurtrier, et une allégation de légitime défense. Il faut savoir si effectivement il y avait légitime défense : c'est la question à juger. Ce jugement est, comme tous les autres, dans les attributions du jury, quant au fait, et de la cour d'assises, quant à l'application de la loi.

Il est vrai que les articles 296 et 299 qui donnent à l'accusé le droit de demander la nullité de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, portent que cette demande pourra être formée pour le cas où *le fait n'est pas qualifié crime par la loi*. Et d'abord il n'est pas dit que la nullité sera prononcée, mais que la demande pourra en être faite ; ensuite je ne pense pas que cette disposition soit applicable aux cas dont parle l'article 328. Elle ne s'applique qu'au cas où *le*

---

(\*) La Chambre ne devrait connaître que de l'existence ou de la non existence du crime *en fait*, et non si le crime est ou non qualifié tel par la loi.



*fait* en lui-même n'est point un crime. Dans le sens de l'article 328, *le fait* est un crime, mais un crime que la loi ne punit pas. On ne peut faire, par exemple, que le meurtre ne soit pas un crime ; cependant il est des cas où il n'est pas considéré comme crime, et ces cas se trouvent dans notre article 328. Ce qui me confirme dans mon opinion, c'est que, lorsque les débats sont clos, l'accusé ni son conseil ne peuvent plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont l'application a été requise art. 363. L'art. 364 porte que la cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale. Que l'on ne dise point que ces dispositions ne se rapportent qu'au cas où l'accusé n'aurait point été averti de former sa demande en nullité, d'après l'art. 297 ; la loi ne fait pas de distinction, et s'applique à tous les cas : la loi a donc prévu le cas où le meurtre ne serait point un crime, et elle a voulu que l'observation en fût faite à la cour avant la prononciation du jugement, ce qui annonce que les débats auront eu lieu conformément au Code d'instruction criminelle.

Mais si, dans tout ce que j'ai dit, je me trompe, s'il est vrai que toutes les lois sur le duel soient abolies, et que notre Code pénal ne le punisse pas, pourquoi ne pas faire de nouvelles lois ? La vie d'un citoyen est-elle donc si peu de chose, que l'on ne doive pas chercher à la conserver ? (6).

Les Grecs et les Romains, que l'on nous représente quelquefois comme des républicains farouches, se faisant un jeu de la vie des hommes et de leur propre vie, n'ont jamais été en champ clos pour se tuer ; ils combattaient vaillamment leurs ennemis, ils préféraient la mort à la perte de leur liberté ; mais si entre eux ils faisaient assaut, c'était de vertu et de bravoure dans un combat (7). Les lois de Lycurgue, de Solon, les lois romaines, n'ont jamais eu à punir le duel ; il était inconnu de ces peuples, les maîtres

du monde en toutes choses. L'Ancien Testament n'en parle pas non plus, et on n'en voit point d'exemples chez les peuples d'Orient. Le meurtre, de quelque manière qu'il ait été commis, était puni par les lois divines et humaines. Il a fallu des siècles de barbarie et de superstition pour faire admettre le duel chez nous ; et il faut, dans des temps plus éclairés, des coutumes barbares, et un sot orgueil pour le faire tolérer.

On prétend que, si les duels étaient défendus et sévèrement punis, les gens qui auraient des querelles, ne pouvant se battre, s'assassineraient ; que d'ailleurs, quelle que soit la loi que l'on pourrait avoir, on ne parviendrait jamais à empêcher deux individus, bien déterminés, de se battre. C'est comme si l'on disait que, malgré les lois, on n'empêche pas le vol ; que celui qui y est enclin le commet, que dès lors il ne faut pas de lois. La loi ne peut pas empêcher, mais elle punit, et la crainte de la punition arrête, si ce n'est la totalité de ceux qui veulent commettre un crime, au moins une grande partie. Certes, si la loi, qui défend telle ou telle action, était scrupuleusement observée par chaque membre du corps social, de telle sorte que cette action ne fût jamais commise, nous serions presque des dieux. Mais quand la loi n'éviterait qu'un crime, ne serait-ce pas beaucoup ? Compte-t-on pour rien ce faux point d'honneur, résidu des usages des sauvages du Nord, qui veut qu'un citoyen paisible se laisse percer le cœur pour ne pas passer pour lâche ? Y a-t-il de la bravoure à se battre en duel contre un homme qui ne connaît pas les armes ? Y a-t-il de la lâcheté à ne point accepter le combat quand on ne sait point se défendre ? Tel est, cependant, le préjugé que l'on préférera se faire tuer, que de refuser un défi. Mais, quand l'homme sage pourra se mettre à l'abri sous l'égide de la loi, le préjugé disparaîtra, et il conservera un citoyen utile à la patrie et à sa famille. D'ailleurs, que l'on apprenne aux jeunes gens à respecter la loi, à l'observer religieusement ; qu'ils sachent que cette loi les pro-

tege, mais aussi qu'elle punit ceux qui la violent; et si, malgré ces leçons, aucuns d'eux font ce qu'elle défend, qu'ils soient séquestrés d'entre les hommes; la patrie n'y perdra rien: ce sont de mauvais citoyens. (8)

Nous sommes aujourd'hui, par rapport au duel, ce qu'on était il y a quelques siècles par rapport au combat judiciaire. Nous trouvons très-bon que l'on s'égorge pour un démenti, comme l'on s'égorgeait alors pour savoir qui avait tort ou raison, dans une contestation de cinq à six sous. Nous avons eu des lois sur le duel; nous n'en avons plus, et l'on ne veut pas en faire, précisément par la même raison que Philippe-le-Bel a donnée pour permettre de nouveau le duel en matière civile et criminelle. Philippe-le-Bel, dans son ordonnance de 1306, dit qu'il avait déjà défendu généralement à tous ses sujets toutes manières de guerre et tous gages de bataille; que plusieurs malfaiteurs en avaient abusé pour commettre secrètement des homicides, trahisons et autres maléfices, griefs et excès qui demeuraient impunis faute de témoins; mais que, pour leur ôter toute cause de mal faire, il modifie ainsi sa défense, savoir: que, quand il apperrera évidemment d'un crime méritant peine de mort, tels qu'un homicide, trahison ou autres griefs, violence ou maléfices, excepté néanmoins le larcin, et qu'il n'y aura pas de témoins ou autres preuves suffisantes: en ce cas, celui qui, par indices ou fortes présomptions, sera soupçonné d'avoir commis le crime pourra être appelé en duel.

Que devons-nous penser de Philippe-le-Bel, qui, après avoir eu assez de force et de raison pour appeler le tiers état aux assemblées de la nation, et pour instituer les tribunaux supérieurs nommés parlemens, a pourtant de nouveau permis le duel, comme preuve judiciaire, afin d'éviter des crimes secrets? Ce que l'on pensera de nous dans quelque temps, qu'il y a encore quelque chose de barbare dans nos idées; que nous ne

sommes pas encore entièrement sortis des ténèbres de l'ignorance, avec cette distinction, toutefois, qu'il s'est écoulé plus de cinq siècles depuis Philippe-le-Bel, pendant lesquels nous aurions pu adoucir nos mœurs; que nous vivons avec des hommes éclairés, et qu'il régnait sur des peuples mal policés et superstitieux.

Il faut dire aussi que la France est le seul pays où le duel soit si commun, précisément parce qu'il est toléré. Bientôt même, on ne se donnera plus la peine de sortir des villes : on se bat déjà dans les rues ; on se battra dans les salons, ce sera plus commode.

Un duel cause presque toujours la mort d'un des combattans, et c'est ordinairement de celui qui est le plus utile à la société : des milliers d'exemples pourraient le prouver.

Une nation est souvent dans la nécessité de sacrifier un certain nombre de ses enfans pour le salut de tous ; mais, s'il est des sacrifices commandés par des raisons politiques et d'intérêt général, quel bien retire la patrie des pertes que le duel lui fait éprouver ? Que lui sert le sang de ses enfans, répandu par la main de ses enfans ? Est-ce pour que la crainte d'être appelé en duel empêche les insultes et rende plus poli ? Mais ce sont ceux qui insultent qui cherchent les duels. Est-ce pour conserver un esprit belliqueux ? Mais il est prouvé qu'un bon, un véritable soldat n'est point querelleur : le brave est modeste et paisible. Tel qui se fait un jeu du duel, est un lâche dans une bataille ; et l'on a vu des duellistes de profession ne pas attendre un coup de canon. C'est devant l'ennemi que l'on connaît la bravoure, et non dans un duel ; ce n'est ici que fanfaronnade, et le résultat de l'adresse que l'on a acquise par un plus ou moins grand nombre de leçons. Est-ce enfin pour l'honneur de la nation, pour faire voir que l'on ne souffre point d'offense ? Mais que fait à l'honneur d'un peuple que deux individus qui se prétendent offensés se

coupent la gorge ? N'y a-t-il pas plutôt là de la barbarie que de l'honneur ? N'est-ce pas plutôt le fait d'un peuple de Cannibales que d'un peuple policé ? Serons-nous plus respectables aux yeux de nos voisins, parce que nous nous tuerons au moindre signe ? Est-ce par-là que nous avons conquis tant de peuples ? que la France a été illustrée à tant d'époques différentes ? Les enfans de Sparte, d'Athènes et de Rome, qui ne connaissaient pas le duel, étaient-ils moins chéris de leur patrie et moins respectés de l'étranger ? leur nom en est-il moins illustre ?

Si l'on jette un coup d'œil sur les gens qui cherchent ordinairement les duels, on verra qu'ils sont tous indignes de l'estime des honnêtes gens. Le militaire qui se livre à l'étude des sciences nécessaires à son état, et qui passe dans le travail les heures qu'il ne donne point à son service, ne sera point querelleur. Celui-là, au contraire, qui passe son temps dans une salle d'armes ou dans un café, n'y contracte que de mauvaises habitudes et de l'inclination aux disputes. Ce ne sont d'ailleurs pas les bons soldats d'un régiment qui aiment les duels, ce sont en général les mauvais sujets.

Dans les autres classes, on verra que les hommes qui se livrent aux arts, aux sciences, au commerce, à l'agriculture, sont paisibles en même temps qu'ils sont les soutiens de la fortune et de la prospérité nationales. Mais on verra cette foule d'oisifs, de jeunes gens abandonnés à leurs passions, qui dépensent, en peu de jours, ce qui a coûté quarante ans de travaux et de privations à leurs pères. C'est dans cette classe que naissent presque tous les vices et les crimes qui désolent les familles et la société ; c'est aussi là la véritable pépinière des duellistes.

A côté de ces êtres inutiles, souvent à charge à eux-mêmes et toujours à charge à la société, se trouvent d'autres êtres plus méprisables encore : je veux parler de ces femmes qui, foulant aux pieds tout sentiment de pudeur et de vertu, trafiquent de leur honneur et de la foi conjugale,

et font de leur corps un objet de spéculation pour entretenir leurs débauches et leur luxe. Malheur à qui les approche, elles empoisonnent la vie comme les chenilles empoisonnent les fleurs ! Avec elles, on perd bientôt la fortune et l'honneur, et l'on finit par s'entr'égorgé : ce sont des exemples de tous les jours. (9)

Si maintenant l'on se reporte à l'origine du duel, on verra que les raisons qui l'ont fait établir n'existent plus, et qu'il ne peut plus être dans nos mœurs. Quant aux causes qui l'occasionent, elles sont en général si minces, si peu importantes, qu'il faut véritablement avoir un cœur de Cannibale pour en faire le sujet d'un combat à outrance. Mille fois des meurtres ont été commis pour des causes que le tribunal le plus sévère n'aurait pu punir de la plus légère peine de simple police.

Une loi sagement faite empêchera le duel, au moins quant aux gens paisibles, parce qu'en observant la loi, ils ne pourront être accusés de lâcheté, comme on le fait aujourd'hui de ceux qui refusent le combat.

Certes, s'il n'y avait que les mauvais sujets qui se battissent, non-seulement il ne faudrait pas de loi qui punit, mais il faudrait les encourager ; car, en se détruisant, ils purgeraient la société d'êtres nuisibles, comme font les serpents si dangereux de certaines îles, qui s'entre-dévorent au grand plaisir des habitants.

Humainement le duel ne peut être toléré ; il ne peut l'être politiquement ni par aucune considération. Il y a donc nécessité de faire une loi qui le punisse : tout l'exige, le repos et l'intérêt des familles et de la société. (10)

## NOTES.

---

(1) **C**et jugement de Dieu par le feu avait aussi lieu du temps de Charlemagne. Ceux qui ne se battaient pas, soit à fer émoulu, soit à outrance, étaient soumis à l'épreuve de l'eau froide, de l'eau bouillante et du fer ardent. Ces épreuves commençaient par la messe. L'accusé communiait. On bénissait l'eau froide et on l'exorcisait; après cela l'accusé était jeté garrotté dans l'eau. S'il tombait au fond il était réputé innocent, s'il surnageait il était jugé coupable.

Cette coutume a été proscrite par la suite; mais cependant, dans certains endroits, elle s'est conservée jusque dans les derniers temps. On y a très-souvent assujetti, même par sentence du juge, ceux qu'on faisait passer pour sorciers.

Le jugement de Dieu par l'eau chaude s'exécutait en faisant plonger le bras nu de l'accusé dans une cuve d'eau bouillante; il devait prendre au fond de la cuve un anneau béni. Le juge, en présence des prêtres et du peuple, enfermait dans un sac le bras du patient, scellait le sac de son cachet; et, si trois jours après il ne paraissait sur le bras aucune marque de brûlure, l'innocence était reconnue.

La reine Teutberge, bru de l'empereur Lothaire, petit-fils de Charlemagne, accusée d'avoir commis un inceste avec son frère, moine et sous-diacre, nomma un champion qui se soumit pour elle à l'épreuve de l'eau bouillante, en présence d'une cour nombreuse. Il prit l'anneau béni sans se brûler. Il fallait qu'il y eût des moyens de se garantir de la brûlure.

Pour la troisième épreuve il fallait porter une barre de fer rouge l'espace de neuf pas. Mais comme il était difficile de tromper, on s'y soumettait rarement; cependant on en a vu des exemples à Constantinople, du temps des chrétiens.

(2) Malgré ce vœu, le roi a, deux ans après, donné dans son conseil privé des lettres patentes par lesquelles il était enjoint à deux gentilshommes d'aller se battre en champ clos, à Sedan, devant le maréchal de La Marck. La cour de Lorraine protesta, mais le camp n'en fut pas moins assigné à Sedan. La cause de ce duel était, que l'un des gentilshommes nommé Dagueres, avait mis sa main dans les chausses d'un autre gentilhomme, nommé Fendille; celui-ci ayant été vaincu, avoua qu'il avait eu tort. Il fut jeté hors du camp par les hérauts d'armes, et ses armes furent brisées.

(3) Voici un passage de l'article 16 de cette ordonnance qui concerne les roturiers :

« D'autant qu'il se trouve des gens de naissance ignoble, et qui n'ont jamais porté les armes, qui sont assez insouls pour appeler les gentilshommes, lesquels refusant de leur faire raison à cause de la différence des conditions, ces mêmes personnes suscitent contre ceux qu'elles ont appelés, d'autres gentilshommes, d'où il s'ensuit quelquefois des meurtres d'autant plus détestables qu'ils



« proviennent d'une cause abjecte ; nous voulons et br-  
 « donnons qu'en tel cas d'appel ou de combat, lesdits  
 « ignobles ou roturiers , qui seront dûment atteints et  
 « convaincus d'avoir causé et promu semblables désor-  
 « dres , soient sans rémission pendus et étranglés , etc. »

(4) Il y a un seul cas où l'on aurait trouvé le duel rai-  
 sonnable : c'est lorsqu'il a pris tant de fois et à tant de  
 souverains l'envie de se faire la guerre ; s'ils avaient vidé  
 leurs querelles par un combat singulier, ils auraient évité  
 le pillage , la dévastation et le sang des hommes. La perte  
 d'un souverain eût été grande , sans doute ; mais il était  
 plus facile de trouver un prince que de faire cent mille  
 hommes. Depuis David et Goliath , on n'a guère vu le  
 sort de deux peuples remis à deux champions , et les rois  
 ne se sont jamais battus en champ clos , malgré les défis de  
 Charles d'Anjou , frère de saint Louis , et de Pierre d'Arra-  
 gon , d'Edouard III et de Philippe de Valois , et encore de  
 Charles-Quint et de François I<sup>er</sup> , qui s'accusaient tous  
 deux d'avoir menti par la gorge.

(5) Le duel , la chevalerie , les tournois , quoique diffé-  
 rens , n'en étaient pas moins des usages barbares , puisque  
 le résultat était la mort de l'un des champions. Cependant  
 les exploits de la chevalerie et les tournois se faisaient  
 presque toujours en l'honneur des dames. La chevalerie fut  
 belle , elle fut utile , même du temps de Rodrigue , sur-  
 nommé le Cid ; elle dégénéra ensuite en vagabondage et  
 fut abolie. Les tournois , qui furent d'abord des jeux ,  
 eurent bientôt un caractère plus sérieux : on y combattait  
 avec le fer éfilé ; et , malgré les nombreuses victimes de ces  
 fastueux et ridicules amusemens , la fureur des tournois  
 allait toujours croissante : la mort de Henri II , roi de

France , tué dans un tournoi , au palais de la Tournelle , ne suffit pas pour les faire proscrire ; il a fallu que le prince Henri de Bourbon Montpensier y perdit aussi la vie : alors il n'en fut plus question , malgré les lois du bon roi René d'Anjou , qui aurait bien mieux fait d'aller reprendre la Sicile , Jérusalem ou la Lorraine. Il n'y a plus aujourd'hui que l'Espagne où l'on se fait tuer par des taureaux , et l'Angleterre où l'on se tue à coups de poing.

(6) Quoi ! si dans une rixe un homme occasionne des blessures à son adversaire , et qu'il y ait incapacité de travail pendant vingt jours , il sera condamné à la réclusion , et s'il le tue en duel il sera excusé ? Quelle différence y a-t-il donc entre deux hommes qui se querellent et se battent à coups de poing , d'avec ceux qui prennent des armes pour s'égorger ?

(7) On en voit un exemple rapporté par César dans ses Commentaires. Deux centurions , toujours jaloux et toujours ennemis l'un de l'autre , vidèrent leur querelle par un défi ; mais ce défi était de montrer qui des deux ferait les plus belles actions dans une bataille. L'un , après avoir renversé un grand nombre d'ennemis , étant blessé et terrassé à son tour , fut secouru par son rival.

(8) S'il est à désirer que nous ayons des lois sur le duel , il serait aussi à désirer que ces lois , ainsi que celles relatives aux crimes et délits , fussent enseignées aux jeunes gens , afin qu'ils pussent mieux se garder de commettre de mauvaises actions. Ce ne serait point là , ce semble , un déshonneur pour la nation , ni donner occasion aux autres peuples d'accuser nos mœurs.

(9) Il est bien rare de voir des duels entre personnes qui sont livrées à des occupations sérieuses ; cependant cela ar-

rive quelquefois , et la cause en est presque toujours dans les femmes : les exemples ne manquent pas ; il y en a de récents.

La politique occasione aussi quelquefois des duels ; mais ces meurtres , loin de calmer les esprits , les irritent. Ce n'est pas là le moyen de réunir les opinions.

Ce qui est le plus déplorable , c'est de voir des individus , dont le seul métier est de se battre , insulter et chercher querelle au premier venu , sans aucun motif , par plaisir , simplement parce que sa figure leur déplaît ; et , ce qui est plus déplorable encore , c'est l'impunité de ces crimes. Ne voyons-nous pas tous les jours des misérables trainer leur nonchalance et leur nullité dans les promenades , qui ne sont connus que parce qu'ils ont plongé leur fer dans le sein d'un père de famille ou d'un jeune homme utile à son pays.

Nous sommes loin de ces temps où un duc de Bourbon , pour éviter l'oisiveté , proposait à qui voudrait accepter un combat à outrance en l'honneur des dames ; où un Jean de Verchin , sénéchal de Hainaut , faisait afficher dans toute les villes de l'Europe qu'il se battrait à outrance , seul ou lui sixième , avec l'épée , la lance et la hache , « avec l'aide » de Dieu , de la sainte Vierge , de monsieur saint » Georges et de sa dame. » Cependant nous avons encore de ces oisifs qui offrent le duel à qui veut l'accepter. Reviendrons-nous à ces temps où le gage de duel se donnait entre le père et le fils , comme le firent le duc de Gueldre et son fils Adolphe ? Nous l'avons déjà vu entre frères.

(10) Si j'avais le pouvoir de faire une loi sur le duel , voici quelques dispositions que j'y insérerais :

1°. Le duel est un combat qui a lieu entre deux ou plusieurs personnes , soit avec des armes à feu , soit avec des armes blanches , soit enfin avec tout autre instrument tranchant ou contondant.

2°. Quiconque aura proposé un duel, ou l'aura conseillé, encore que le duel n'ait pas eu lieu, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs.

3°. Quiconque aura accepté un duel, ou aura conseillé de l'accepter, encore qu'il n'ait pas eu lieu, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de cent francs à mille francs.

4°. Lorsque le combat aura eu lieu, et qu'il n'en sera résulté que des blessures légères, ne causant ni maladie, ni incapacité de travail, les individus qui se seront battus, et les témoins qui les auront assistés, seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de deux mille francs à cinq mille francs.

5°. S'il est résulté des blessures, une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, l'individu qui aura causé les blessures sera puni de la réclusion; l'individu blessé sera puni du minimum de la peine portée en l'article 3.

Dans les cas prévus au présent article, les témoins seront punis d'un emprisonnement de trois ans à six ans, et d'une amende de trois mille francs à six mille francs.

6°. Si l'un des combattans est tué, ou s'il meurt de ses blessures dans les cinquante jours, l'individu qui aura causé la mort ou les blessures sera puni de la déportation.

Dans ce cas, les témoins seront punis de la réclusion.

7°. Tout individu convaincu de s'être battu en duel, sans témoins, sera puni, savoir : s'il n'est pas résulté de blessures graves, de la réclusion;

S'il est résulté des blessures qui aient occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, celui qui les aura faites sera puni de la déportation, et celui qui les aura reçues, de la réclusion;

Si les blessures ont été mutuelles, et qu'il en soit résulté de part et d'autre une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, les individus seront tous condamnés à la déportation ;

Si l'un des combattans est tué, ou meurt de ses blessures dans les cinquante jours, l'auteur du meurtre sera puni de la peine de mort.

8°. Quiconque aura fait consister le duel ou le combat dans un défi de se faire personnellement des blessures ou de s'ôter personnellement la vie de quelque manière que ce soit, sera puni des peines portées en l'art. 7.

Dans ce cas, celui qui se sera fait des blessures sera assimilé à celui qui les a reçues, et l'autre individu assimilé à celui qui a fait les blessures ou causé la mort.

Quiconque aura conseillé ou provoqué ce genre de duel sera puni des mêmes peines que celui qui a causé les blessures ou la mort.

9°. Quiconque aura conseillé ou provoqué le duel dont il est question aux articles 4, 5 et 6, sera puni des mêmes peines que celles qui sont infligées aux témoins, sans cependant qu'il puisse y avoir lieu à cumulation de peines, dans le cas où l'individu qui aurait conseillé serait témoin.

Quiconque aura conseillé le duel dont il est question en l'article 7, sera puni de la peine de la réclusion.

10°. Quiconque sera convaincu d'avoir sciemment vendu, loué ou prêté des armes pour un duel, sera puni de deux ans de prison, et de cinq ans si c'est un armurier ou autre individu faisant métier de louer des armes.

11°. En cas de récidive, lorsqu'il y aura lieu à l'application de la peine de l'emprisonnement, elle sera toujours du maximum.

S'il y a lieu à l'application de la peine de la réclusion, elle sera toujours du maximum.

S'il y a lieu à appliquer la peine de la déportation, la peine de mort sera prononcée.

